Le Turkménistan, futur Koweït de la Caspienne ?

Witold RACZKA

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/119>

DOI : 10.4000/cemoti.119

ISSN : 1777-5396

Éditeur

AFEMOTI

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 1997

ISSN : 0764-9878

Référence électronique

Witold RACZKA, « Le Turkménistan, futur Koweït de la Caspienne ? », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* [En ligne], 23 | 1997, mis en ligne le 01 mars 2005, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/119> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cemoti.119>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

Tous droits réservés

Le Turkménistan, futur Koweït de la Caspienne ?

Witold RACZKA

Une mer Caspienne longtemps ignorée

- 1 Dominé par les sables du désert de Karakoum, le sud-ouest de la plaine de Touranie - le Turkménistan d'aujourd'hui - ignore pendant des siècles les côtes de la mer Caspienne. Difficile d'accès par l'intérieur, la côte orientale resta longtemps dépourvue d'activité humaine comparable aux autres parties du littoral. En effet, tandis que dès le Moyen Age et même bien avant, des villes situées à la bouche de la Volga (comme Saraï et puis Astrakhan), sur la côte occidentale (comme Derbent et Bakou) ou méridionale (comme Anzali et Gorgan/Asterabad en Iran) profitaient du commerce le long de (et à travers) la mer, nous n'avons, par contre, que fort peu de témoignages d'une activité portuaire et maritime semblable sur la côte est et sud-est, aujourd'hui turkmène. Les villes historiques situées sur le territoire du Turkménistan d'aujourd'hui - Konya Ourghentch, Nisa, Merv - furent bâties non seulement relativement loin des côtes, mais aussi délibérément tournées vers l'intérieur du continent eurasien. Le commerce par la voie terrestre entre la Perse et la Chine, entre l'Inde et la Russie (à travers le réseau de la Route de la soie) était en effet bien plus intéressant. La seule activité maritime de cette région digne d'être mentionnée est celle exercée par les tribus turkmènes ayant leurs bases dans la baie de Balkhan (où ultérieurement fut fondé le port russe de Krasnovodsk) et sur les îles environnantes. C'est de cette région, en effet, que partaient les bateaux pirates en quête de marchandises transportées le long de la côte persane. Il semble, d'ailleurs, que ce fût sous la pression démographique dans les régions arides et aux ressources limitées qu'une partie des Turkmènes parmi les plus pauvres se sont vus contraints d'abandonner le nomadisme et se tournèrent vers la mer.
- 2 Ce n'est cependant qu'avec l'expansion de l'Empire Russe que la mer Caspienne, et surtout le territoire immédiatement à l'est, la Transcaspië, attira une plus grande attention du point de vue stratégique et économique. Tout d'abord, ce sont les Russes qui contribuèrent à mettre fin aux activités pirates des Turkmènes de la côte en les forçant à se concentrer sur la pêche et sur le commerce. Avec leurs ports principaux de

Gomishan et de Bandar-e Chah (Bandar-e Turcoman) —tous deux aujourd'hui en territoire iranien— les Turkmènes, parallèlement au déclin de la Perse Caspienne, finirent par monopoliser, à la fin du XIX^{ème} siècle, les échanges commerciaux. Le sel et l'huile de coton provenant des déserts touraniens furent acheminés vers Anzali (au sud-ouest de la Caspienne), le riz, le bois ou le chanvre, sur la côte orientale.

- 3 Dès la fin du XVII^e siècle, le tsar Pierre le Grand, en quête de débouchés vers le Sud et attiré par les richesses de l'Inde, envahit sans grande difficulté les principautés et possessions iraniennes. Il prend possession d'abord de la côte ouest puis en 1722 de toute la partie sud de la Caspienne jusqu'à Gorgan. En 1715, il donne instruction de déterminer "quelles sont les grandes rivières qui se jettent dans la Caspienne, jusqu'à quelles localités il est possible de naviguer sur cette mer, s'il n'existe pas de rivière venant de l'Inde qui se jetterait dans cette mer...". La question de la voie navigable vers l'Inde à partir de la Caspienne ne fut aucunement un pur produit de l'imagination du tsar car, à cette époque, de plus en plus de preuves furent établies sur l'existence d'une ancienne liaison fluviale - nommée Ouzboï - entre la mer et le fleuve Amou-daria qui prenait ses sources dans le Pamir, c'est-à-dire, aux confins septentrionaux de l'Inde...¹.
- 4 La découverte du lit de l'Ouzboï fit sensation en Russie et contribua à la mobilisation de ressources pour de nouvelles expéditions. Simultanément à leur installation à Bakou, les Russes établirent, dès 1714, des garnisons provisoires sur la rive orientale de la Caspienne (à Mikhailovsk, près de Krasnovodsk) et en 1717, ils construisirent Fort Bekovitch sur une île située à l'entrée de la baie de Balkhan. Ils avancèrent aussi par la voie du nord-est, sur la péninsule de Manghislak (Fort Alexandrovsk/Fort Shevtchenko), aujourd'hui au Kazakhstan, en y établissant également des bases commerciales.
- 5 La conquête russe de la Transcaspiie continua au XIX^e siècle et surtout après que les Russes se furent solidement établis, vers 1870, autour de Krasnovodsk, déjà accessible aux gros navires. Ces avances suscitérent les craintes des Anglais qui, de leur côté, accélérèrent leur marche vers le nord-ouest à partir des Indes. Ce fut le début du fameux "Grand Jeu" entre les deux empires visant à endiguer l'ennemi et à établir une influence sur l'Asie centrale. Cependant, la mise en valeur de ces régions nouvellement conquises était fortement dépendante du développement des axes de transport et la seule possibilité de liaison avec la Russie s'avéra être le chemin de fer. Malgré la résistance farouche des Turkmènes, les Russes finirent par les vaincre et achevèrent la voie ferroviaire en suivant les oasis situées au pied du Kopet-Dag, en atteignant Merv en 1881 et Tachkent en 1888. Cette voie permit surtout le transport des troupes à partir de Krasnovodsk et des pierres de taille en provenance des montagnes du Grand Balkhan, non loin de ce port, qui servirent à l'édification d'Ashkhabad (aujourd'hui la capitale du Turkménistan indépendant) et de la ville nouvelle de Mary (près de l'ancienne Merv).
- 6 En raison de sa proximité de la frontière avec l'Iran (jadis un proche allié des Etats-Unis), l'importance stratégique de cette voie turkmène continua à l'époque de l'Union Soviétique, et surtout après son prolongement vers la pointe méridionale de l'URSS à Kouchka, à la frontière afghane. Elle serait devenue encore plus significative sans la défaite soviétique en Afghanistan. Son rôle économique, cependant, baissa considérablement à partir des années 1960, après l'ouverture d'une nouvelle voie ferrée qui, suivant l'Amou-daria et la côte septentrionale de la Caspienne, permet une liaison plus rapide et plus économique entre la plaine touranienne et le centre de la Russie,

sans avoir à transborder la marchandise sur les bacs, ce qui était le cas avec la route Transcaspienne. Mis à part ces deux grands axes de transport, le réseau turkmène resta sous-développé avec seulement quelques routes reliant le Khorezm au nord avec le Kopet-Dag au sud à travers les sables noirs de Karakoum.

- 7 En tant que République socialiste soviétique, la Turkménie n'avait pratiquement aucune relation commerciale avec ses deux voisins du sud, l'Iran et l'Afghanistan. Les autres républiques de l'Union, en particulier la Russie et l'Ouzbékistan, qui avait une place privilégiée en Asie centrale soviétique et jouxtait la Turkménie à ses frontières de l'est et du nord, étaient ses partenaires quasi exclusifs. Comme d'autres républiques, la Turkménie se spécialisa fortement en devenant très dépendante de deux produits: le gaz et le coton, qu'elle acheminait à l'état brut vers la Russie. Les principales usines de textiles se trouvent dans, ou à proximité des grandes villes russes et les deux gazoducs, qui transportaient le gaz naturel vers le nord, laissent à l'Ouzbékistan et surtout à la Russie le contrôle de l'acheminement et de la vente. La Turkménie restait ainsi pratiquement une tache blanche sur la carte du développement industriel de l'URSS, exception faite de l'industrie minière liée à l'extraction du gaz et du pétrole.
- 8 Comment le Turkménistan tente-t-il aujourd'hui de gérer sa souveraineté et son indépendance sur le plan de la politique intérieure et extérieure? Quel est le rôle de la façade caspienne dans le développement économique du pays? Comment a évolué son attitude politico-juridique face au problème du statut de la mer Caspienne? Quelles sont les caractéristiques générales de l'ouverture du pays à l'égard de son environnement extérieur, dont il fut si longtemps isolé? Nous reprendrons toutes ces questions dans les sections ci-dessous pour terminer avec quelques conclusions sur la viabilité du pays en tant que futur "Koweït de la Caspienne".

Un pays politiquement fragile

- 9 Il n'est guère étonnant que le Turkménistan sous-développé (pour ne pas dire exploité) et fortement dépendant économiquement du monde extérieur, très conservateur sur le plan socio-politique et isolé géopolitiquement sur le flanc sud de l'URSS malgré une frontière longue de presque 1700 km avec le monde non-soviétique, ait été la dernière parmi toutes les républiques de l'Union soviétique à déclarer son indépendance, le 27 octobre 1991. La période de *perestroïka* et les réformes de Gorbatchev ont par ailleurs témoigné de l'aversion qu'avait le premier secrétaire du PC de la Turkménie et actuel président du Turkménistan, Saparmurad Niazov, envers les libertés individuelles, le multipartisme ou le marché et la compétition. Cette période de relative instabilité en Union Soviétique avait contribué à un renforcement considérable du pouvoir de Niazov qui s'était même vu élire président de la république (octobre 1990) - une première parmi tous les chefs des républiques soviétiques. Cette élection a été suivie par l'adoption de politiques et de décisions de plus en plus autoritaires et anti-démocratiques, une tendance qui s'est renforcée avec l'accès à l'indépendance du pays².
- 10 Au cours des cinq premières années d'indépendance, le pays a été confronté à deux grands problèmes: stabiliser la situation politique et assurer l'indépendance et l'autonomie dans les domaines diplomatico-stratégiques et économiques. Dans ces deux domaines, en effet, Niazov avait hérité, en 1991, d'un pays relativement fragile et incertain de son avenir, ce qui l'a amené à tenter de réduire les faiblesses et vulnérabilités du pays.
- 11 Niazov a été réélu président du Turkménistan indépendant en juin 1992 en prenant (à l'instar d'Atatürk) le nom de *Turkmenbachi*: le leader et le guide des Turkmènes. Il a

également assumé les fonctions de premier ministre, tout en restant le leader du Parti Démocratique du Turkménistan (l'ancien PC) et le chef des forces armées. Formellement, selon la toute nouvelle constitution, c'est au *Khalk Maslakhaty* (Conseil du Peuple), qui regroupe le Président, les membres du Parlement, le président de la Cour suprême, les membres du Cabinet des ministres et les chefs de cinq régions administratives, de prendre les décisions les plus importantes. Dans les faits, c'est le Président lui-même qui se sert de ce Conseil et du Parlement, le *Mejlis* (lui aussi subordonné au *Khalk Maslakhaty*), pour mener à bien des politiques conçues par lui-même et son entourage immédiat. Par voie de référendum, Niazov a assuré en 1993 son pouvoir présidentiel jusqu'en 2002, année au cours de laquelle devrait s'achever son programme de "Dix ans de stabilité".

- 12 C'est donc par la personnalisation du pouvoir et par le cumul des fonctions que Niazov a voulu assurer une plus grande stabilité politique au pays. Il a lui-même répété que son peuple n'était pas encore prêt pour le multipartisme et pour la démocratie et que, de surcroît, la démocratie réveillerait d'anciennes divisions et rivalités inter-tribales. Il fait probablement ce faisant allusion au fait que, avant l'arrivée des communistes au pouvoir dans les années 1920, les Turkmènes constituaient une sorte de confédération de tribus (les Tekkés, les Yomudes et les Ersaris parmi les plus importantes), attirée - et en même temps menacée - par l'influence des khans de Khiva au nord et par les princes iraniens au sud. Le fait que des populations turkmènes résident en dehors des frontières du pays —en Ouzbékistan, en Afghanistan et surtout en Iran— augmentait, aux yeux de Niazov, la vulnérabilité du tout nouvel Etat. Le titre de *Turkmenbachi* était ainsi sensé contribuer à renforcer la cohésion de la jeune nation turkmène.
- 13 Le problème est que ce processus de personnalisation du pouvoir est allé très loin. La disparition de Niazov de la scène politique risque de ce fait, le jour où elle se produira, d'être suivie de graves secousses. Le cumul des fonctions par l'actuel chef de l'Etat mène par ailleurs au durcissement de la lutte politique et à des rivalités personnelles, qui pourraient déboucher sur une "révolution de palais". Nous sommes en effet aujourd'hui dans une situation où Niazov décide de tout. C'est lui qui négocie le prix des pommes de terre avec un exportateur étranger; c'est à lui que s'adressent les représentants des entreprises étrangères en quête de contrats; c'est lui qui élabore la nouvelle doctrine militaire du pays; c'est aussi lui qui signe les accords internationaux dans pratiquement tous les domaines. Cette personnalisation du pouvoir n'inspire guère confiance aux décideurs étrangers.
- 14 Paradoxalement, alors qu'il a contribué à une stabilité qui est surtout synonyme de rigidité, Niazov semble tout à fait conscient de la fragilité de cette situation. Dans une allocution au *Mejlis* en juillet 1996, il a affirmé que le pays était trop dépendant de l'autorité d'une seule personne et parle du danger de disputes inter-tribales au moment d'un changement éventuel de leadership. Et pourtant, rien ou presque n'a été fait afin de mieux répartir l'autorité de l'Etat dans le pays. Le Cabinet des Anciens (regroupant les personnalités des tribus) ne joue qu'un rôle symbolique et le Parlement, qui constitutionnellement a les pleins pouvoirs en matière législative, semble incapable de mener à bien un processus d'élaboration et d'adoption de lois - la grande majorité d'entre-elles ayant été préparées par l'entourage du Président et/ou promulguées par décret. Le résultat est que les décisions et les politiques ont un caractère souvent chaotique et peu cohérent et que le pouvoir n'entreprend pas de véritables réformes.

- 15 Cette incertitude politique s'accompagne d'une grande fragilité économique. Près de 60% du PIB dépendent de l'extraction d'une seule ressource - le gaz - qui, de surcroît, assure plus de 80% des revenus liés à l'exportation. Tout obstacle au maintien ou à l'accroissement de la production et/ou de l'exportation du gaz constitue une source considérable de déséquilibres économiques et, par conséquent, de troubles sociaux potentiels. Pour pallier à ces vulnérabilités macroéconomiques, trois stratégies peuvent être dégagées. **Diversifier l'économie** en construisant ou en modernisant des usines de traitement des ressources naturelles comme les raffineries de gaz et de pétrole³, les centrales thermiques, les entreprises textiles travaillant le coton local, etc. est une première nécessité. Une plus grande diversification économique pourrait aussi contribuer à sortir le pays du sous-développement.
- 16 Deuxièmement, un niveau plus élevé d'autonomie économique pourrait être aussi partiellement atteint grâce à des **remaniements structurels et géographiques** des activités de production et/ou de transport à travers le pays. Alors que le pétrole se trouve dans la partie orientale du pays, les raffineries ont été construites principalement dans la partie occidentale. Une partie de ce pétrole était consommée sur place. Mais la plus grande partie était acheminée vers d'autres républiques, en particulier en Russie, qui alimentait les raffineries centrasiatiques avec son propre pétrole sibérien. Le résultat était que le Turkménistan (comme d'ailleurs le Kazakhstan), autosuffisant à en juger par les statistiques, n'avait en réalité aucune autonomie. Ce n'est que maintenant qu'on procède aux restructurations permettant de rendre le pays plus autonome par rapport à ses voisins de la CEI. Des efforts menant à une plus grande autonomie agro-alimentaire ont par ailleurs été faits, mais ils n'ont pas produit les résultats espérés, le rendement de la production de blé étant largement en dessous des objectifs du gouvernement et la forte spécialisation en coton continuant à empêcher une production de blé plus importante.
- 17 La troisième stratégie devant, à terme, réduire la fragilité et la dépendance de l'économie turkmène consiste en une **diversification géographique** des infrastructures d'exportation des matières premières. Elle semble la plus difficile et la plus délicate des trois approches (voir *infra*, section 4). Cependant, son achèvement conditionnera la réussite des deux autres méthodes. Notons seulement que les statistiques turkmènes concernant les réserves en gaz et en pétrole sont notoirement surestimées par l'équipe de Niazov par rapport aux estimations occidentales; contrairement au Kazakhstan, les ressources en pétrole semblent relativement modestes⁴. De plus, des problèmes de nature politique opposant les Etats de la région (au sein de la CEI et avec d'autres voisins) découragent les compagnies pétrolières. L'absence d'Etat de droit, de fréquents changements ministériels liés aux rivalités au sein du pouvoir et les interventions de l'Etat qui n'hésite pas à modifier des contrats déjà signés font que le paysage politico-juridique est loin d'être sain et fiable. Tout ceci explique que les entreprises occidentales se sont peu engagées dans la prospection et l'exploitation des ressources naturelles.
- 18 Ces incertitudes et la timidité des réformes dans pratiquement tous les domaines pèsent sur les relations internationales du Turkménistan.
Des ouvertures internationales encore très limitées
- 19 Obtenir une plus grande autonomie au sein de la CEI et, plus largement, dans la vie internationale a été le deuxième objectif important poursuivi par le gouvernement Niazov. Dès la création de la Communauté des Etats Indépendants (CEI), Achkhabad

s'est montré réticent à l'égard du processus de renforcement de ses institutions, a fortiori à l'égard de structures supranationales. C'est ainsi que Niiazov a refusé, en 1992, de signer l'accord de Tachkent sur la sécurité collective des ex-membres de l'URSS ainsi que, en 1993, la Charte de la CEI. De plus, il n'a montré aucune intention ni de rejoindre le Comité économique inter-gouvernemental chargé de promouvoir l'intégration économique de la CEI, ni de signer le traité multilatéral sur la protection commune des "frontières extérieures" de la CEI. En insistant sur le caractère consultatif de cette organisation, le Turkménistan n'a cessé de montrer sa préférence pour les relations bilatérales, en particulier avec la Russie, irritée de le voir faire cavalier seul. Soucieux d'éviter les tensions, le président Niiazov a pris un certain nombre d'initiatives. Il a notamment accepté, et il est le seul des nouveaux Etats indépendants à l'avoir fait, la double citoyenneté demandée par le gouvernement russe afin de protéger la minorité russe et de conforter son influence politique. C'est ainsi la "solution turkmène" que, dans le domaine des minorités nationales, la Russie cherche à faire avaliser par les autres membres de la CEI.

- 20 Le Turkménistan a par ailleurs recherché des partenaires à l'extérieur de la CEI. C'est ainsi qu'il s'est tourné vers l'Iran, son grand voisin du sud. De Téhéran dépend en effet l'ouverture vers le monde extérieur. Niiazov l'a compris et établi à partir de 1992 des liens étroits avec les dirigeants iraniens qu'il a rencontrés à plusieurs reprises. C'est aussi en privilégiant la coopération avec la République islamique qu'Achkhabad a noué des liens triangulaires, notamment commerciaux, avec d'autres Etats⁵. Le niveau et la qualité des rapports avec la Turquie semblent par contre rester bien en deçà des espoirs qui avaient été exprimés au lendemain de la disparition de l'URSS par les deux pays. Ankara est certes le premier investisseur étranger avec 1,5 milliard de dollars placés au Turkménistan entre 1992 et 1995. Toutefois, les rapports de ce dernier avec Téhéran - le grand rival de la Turquie en Asie centrale - rendent les contacts entre Achkhabad et Ankara assez ambigus. Le triangle Achkhabad-Moscou-Ankara est par ailleurs difficile à gérer du fait de l'étroitesse des liens entre les deux premiers et des rivalités traditionnelles entre les deux derniers.
- 21 Les relations du Turkménistan avec l'Ouzbékistan et l'Azerbaïdjan laissent beaucoup à désirer. La coopération économique à travers la mer Caspienne stagne du fait de la dette que Bakou, importateur de gaz turkmène, a accumulée. Bien que l'Azerbaïdjan ait décidé de la rembourser avec des livraisons de pétrole, il a entre-temps laissé entendre qu'à l'avenir il devra compter sur le développement de ses propres gisements de gaz. Sur le plan politique, Achkhabad n'apprécie guère l'attitude plutôt hostile et trop nationaliste de Bakou face aux Russes tant en ce qui concerne l'exploitation des ressources naturelles dans le *shelf* caspien que dans le conflit qui l'oppose à l'Arménie. Les deux pays ont aussi des attitudes divergentes pour ce qui est du statut juridique de la Caspienne (voir *infra*). Face à l'Ouzbékistan, qui s'affirme de plus en plus comme une puissance régionale, le Turkménistan exprime régulièrement des craintes, surtout à l'idée d'un "Turkestan" sous l'égide de Tachkent. La minorité ouzbèke habitant le nord du Turkménistan (au total, environ 10% de la population totale) reste d'ailleurs géographiquement concentrée et politiquement assez soudée en prônant le rattachement de cette partie du territoire turkmène à l'Ouzbékistan. Fragilisé par cette faiblesse relative à l'égard de son voisin avec qui Achkhabad a également un contentieux sur le partage des eaux de l'Amou-daria, le Turkménistan préfère rester à l'écart de l'union centre-asiatique que mettent en place Tachkent, Almaty et Bichkek. En se montrant réservé à l'égard des républiques soeurs turcophones, le Turkménistan

joue cependant aussi la carte russe, Moscou étant ouvertement hostile à toute tentative d'unification économico-politique de l'Asie centrale en dehors de son parrainage.

- 22 En 1992, suite aux bouleversements en URSS, la diplomatie multilatérale régionale s'est développée. Le Turkménistan, comme les autres Etats d'Asie centrale, est devenu membre de l'Organisation de coopération économique (OCE) siégeant à Téhéran; il a adhéré à l'Organisation de la conférence islamique (OCI, à Djeddah) et a rejoint le Conseil de coopération de la mer Caspienne (CCMC) créé à l'initiative de l'Iran, mais relativement peu actif. A la fin de 1995, cependant, Achkhabad a réussi son plus grand exploit diplomatique: le 13 décembre, l'Assemblée Générale de l'ONU a couronné les efforts de Niazov et a officiellement proclamé son pays Etat neutre - une première au sein de la CEI ! Deux mois auparavant, le Turkménistan était entré au Mouvement des pays non-alignés réunis à Cartagena, en Colombie. Fidèle à son engagement, Niazov a refusé de faire participer ses troupes aux opérations de maintien de la paix au Tadjikistan à côté des forces armées russes et de celles des autres pays centre-asiatiques. La Russie avait cependant auparavant déclaré qu'elle n'était plus en mesure de respecter toutes les clauses de l'accord militaire signé entre les deux pays en 1992 - un fait qui a précipité la visite de Niazov à Moscou en 1995 et qui, ensuite, a débouché sur le concept d'"alliance stratégique" entre les deux Etats.

- 23 En matière économique et commerciale, la recherche de la diversification reste largement tributaire du réseau d'infrastructure de transport encore peu développé. Malgré des annonces régulières sur le nombre de partenaires commerciaux du pays dépassant désormais une cinquantaine, plus de 80% du commerce extérieur est toujours réalisé avec l'ex-URSS. Le Turkménistan est en même temps tombé dans le piège des dettes accumulées par ses plus gros clients au sein de la CEI, incapables de payer en devises ou de fournir des produits de qualité en échange de ses livraisons de gaz. Ce problème affecte considérablement l'offre de la masse monétaire dans le pays ainsi que sa crédibilité dans le milieu financier international. Sans le développement rapide d'un réseau de transport viable avec tous ses voisins et avec le marché mondial, les efforts qui ont été faits afin de diversifier l'économie et de la rendre plus autonome porteront relativement peu de fruits.

Le réseau de transport et de communication avec l'étranger. Le rôle de la mer Caspienne

- 24 Un coup d'oeil sur la carte géographique suffit pour constater que toutes les lignes de chemin de fer, les grandes routes, les oléoducs, les gazoducs ainsi que les lignes électriques à haute tension restaient tous dans le cadre des frontières soviétiques. C'était en particulier le cas des deux gazoducs transportant la plus grande richesse du pays vers la Russie, à travers le territoire ouzbek et kazakh. Qui plus est, puisque les instruments mesurant les quantités de gaz transportées (les jauges) se trouvaient exclusivement à l'entrée des républiques **recevant** cette matière première (donc surtout en Russie), le pays **producteur** n'avait qu'une idée approximative du volume de gaz produit en additionnant différents indicateurs obtenus dans les lieux d'extraction. Ceci menait souvent à des disputes avec les pays destinataires puisque les chiffres à la production et celles à l'importation ne correspondaient que rarement. Ce n'est qu'à la fin de 1995 que la première jauge de gaz turkmène a été installée sur un gazoduc à la frontière ouzbèke.
- 25 La situation géographique du Turkménistan favorise la diversification des infrastructures en matière de communication: territoire avec peu de relief,

relativement compact et, surtout, bien situé aux frontières sud de l'Asie centrale post-soviétique. De nouvelles voies de communication intéressant toute la région, Achkhabad aspire à devenir le centre d'un grand réseau de transport entre les pays-membres de l'OCE.

- 26 Une des premières préoccupations du gouvernement d'Achkhabad a été de chercher à réduire les dépendances inter-républicaines créées à l'époque soviétique. Le nord du pays, qui faisait autrefois partie de l'ancien Kharazm, était entièrement dépendant de l'Ouzbékistan en ce qui concerne ses approvisionnements en énergie électrique. Aujourd'hui, une nouvelle ligne à haute tension relie la plus grande ville du nord, Tachauz, à la ville de l'est du pays, Tchardjou, et au reste du système national. Achkhabad a également signé avec Tachkent un nouvel accord sur le partage des eaux de l'Amou-daria, et l'ouverture d'un nouvel aéroport, le plus moderne de toute l'Asie centrale, a permis l'inauguration de liaisons aériennes internationales sans passer par la capitale ouzbèke - le centre du réseau aérien dans cette partie du monde.
- 27 L'ouverture progressive de la frontière irano-turkmène dès 1990 et la multiplication des points de passage ont abouti, en mai 1996, à l'inauguration du chemin de fer Tedjen-Mechhed via Sorakhs. Cette ligne longue de 320 kms a relié deux systèmes régionaux de chemins de fer: celui de l'Asie du sud-ouest et celui de l'ex-URSS et de la Chine, en renforçant le rôle du Turkménistan —et de l'Iran— comme pays de transit. Le petit territoire situé à cheval sur trois frontières entre Mechhed (Iran), Mary (Turkménistan) et Hérat (Afghanistan) -l'ancien Khorassan - jusque-là relativement peu accessible, est aujourd'hui en passe de devenir un important noeud de communication; son réseau routier est déjà en train d'être amélioré et un projet, pour l'instant plutôt futuriste, de construction d'un gazoduc reliant Mary et le sud du Pakistan via l'Afghanistan, est à l'étude (voir *infra*).
- 28 Cette volonté turkmène de diversifier son réseau de transport et surtout celui des voies d'acheminement du gaz et du pétrole s'est considérablement renforcée après que la compagnie russe "Gazprom" ait interdit au Turkménistan, en 1993, d'exporter son gaz vers les marchés européens, en ne laissant le robinet ouvert que pour les clients les moins solvables : l'Ukraine et la Transcaucasie. Pour pallier, au moins partiellement, à cette strangulation économique, des travaux ont commencé (et devraient s'achever en 1997) sur le gazoduc long de 140 kms reliant les réserves de gaz de Korpedjeh (sud-ouest du pays) avec la ville iranienne de Kord Kuy (près de Gorgan). Cela pourrait être la première tranche de la conduite transcontinentale menant du Turkménistan vers la Turquie qui contribuerait au désenclavement de la région en matière d'exportation de ressources naturelles. Quoique boycotté par le gouvernement de Washington, par les entreprises américaines et par une bonne partie du milieu bancaire international faisant pression sur Ankara pour se dissocier du projet, de récents changements politiques en Turquie semblent le rendre de nouveau un peu plus réaliste⁶.
- 29 Un second gazoduc devrait relier les champs de gaz du sud-est du Turkménistan avec la ville pakistanaise de Sui (un important centre chimique déjà relié par un gazoduc à Karachi) et peut-être aussi à un ou deux terminaux pétroliers - comme Gwadar ou Pasni - de l'Océan Indien, en traversant le territoire afghan. Des entreprises russes, américaines et saoudiennes ont déjà manifesté leur intérêt pour ce projet actuellement rendu difficile par la situation politique en Afghanistan. La pacification du pays par les Talibans pro-pakistanaïes ouvrirait néanmoins la porte à ce projet qui pourrait être complété par la construction d'un chemin de fer. Héritage du "Grand Jeu" et de la

guerre froide, le train s'arrête aujourd'hui aux frontières turkmènes et pakistanaïses de l'Afghanistan.

- 30 Un troisième projet de caractère un peu plus fantaisiste porte sur la construction d'une gigantesque conduite de gaz naturel entre le Turkménistan et la Chine et, au-delà, le Japon. Malgré sa faisabilité technologique et des conditions économique-financières douteuses (et le nombre considérable de frontières à traverser), quelques entreprises (par exemple, la japonaise Mitsubishi) ont manifesté leur intérêt. Quoiqu'il en soit, même si tous ces projets paraissent aujourd'hui relativement peu réalistes, l'accroissement rapide des besoins futurs en énergie de pays comme la Chine, l'Inde, ou la Turquie ainsi que des changements de nature politico-diplomatique (comme dans le cas de l'Iran ou de l'Afghanistan) peuvent encore modifier la donne dans les années à venir.
- 31 Le Turkménistan est également au centre d'un autre projet portant sur le réseau de transport routier, cette fois-ci reliant Tachkent à Bakou (via la mer Caspienne) et à la mer Noire. L'Union Européenne et la BERD se sont déjà engagées pour reconstruire les routes: la Transcaucasienne (Bakou-Poti) ainsi qu'Achkhabad-Mary-Tchardjou. Comme son corollaire, ce projet prévoit également la modernisation du port de Turkmenbachi (anciennement Krasnovodsk) sur la côte caspienne du pays. Dans l'avenir, Turkmenbachi pourrait devenir le principal lieu d'exportation du coton et posséder en plus un terminal pétrolier moderne. Les études de faisabilité technique et économique ont déjà été préparées. Dans le passé, le port de Krasnovodsk a eu une importante activité de pêche, récemment en baisse à cause de la pollution. Une grande partie du million de passagers transportés chaque année à la fin des années 1980, passaient également par le terminal de Krasnovodsk pour se rendre à Astrakhan, Bakou et Makhatchkala. C'était aussi une base de garde-côtes soviétiques dont les navires sont aujourd'hui en train de se couvrir de la rouille dans les eaux du port, juste à côté d'un nouveau parc de loisirs... A l'heure actuelle, le fonctionnement des trois *ferries* azéris desservant la ligne entre Bakou et Turkmenbachi, irrégulière et partiellement dépendante des conditions atmosphériques, réduit considérablement le transport transcaspien.
- 32 A part la liaison traditionnelle avec Bakou, deux autres destinations - iraniennes - ont déjà été inaugurées à partir de Turkmenbachi: vers Anzali et vers Nowshahr. L'Iran semble, d'ailleurs, être le plus intéressé à une dynamisation du commerce transcaspien en prévoyant même la construction sur ses côtes de nouveaux ports qui faciliteraient la liaison avec Astrakhan, avec escale possible au Turkménistan. Grâce à l'expansion des relations économiques et politiques entre Moscou et Téhéran, la mer Caspienne a une chance de voir se développer un grand réseau de coopération en matière de transport entre les Etats riverains. Chose naguère presque inimaginable - le Turkménistan pourrait y prendre une part importante en devenant un pays maritime non négligeable de la région.
- 33 Outre Turkmenbachi, le port d'importance secondaire de Bekdash pourrait également voir son avenir s'améliorer. Situé sur une presqu'île fermant la baie de Karabogazgol, Bekdash est un centre d'extraction du sel et possède des usines chimiques qui tournent aujourd'hui au ralenti à cause du départ en masse des ingénieurs et ouvriers russes. Traditionnellement, c'est d'ici que partaient les bateaux remplis de sel à destination de Bakou, lesquels transportaient en retour du bois transcaspien. Avec l'écroulement de l'URSS et l'installation d'un important poste-frontière avec le Kazakhstan, Bekdash a vu

récemment ses activités se redynamiser et cette tendance pourrait se poursuivre avec la construction du chemin de fer nord-sud qui devrait passer par la ville.

34 Dans le nouveau contexte géopolitique post-soviétique, la côte orientale de la Caspienne, jusque-là relativement négligée, pourrait se transformer. Un projet ambitieux de chemin de fer reliant Téhéran et Gorgan à Turkmenbachi et au réseau russo-kazakh autour de la partie septentrionale de la mer est à l'étude. Ici, cependant, ce ne sont pas tant des questions de nature économique ou politique que se posent les spécialistes, mais bien celle touchant directement à la mer dont le niveau ne cesse d'augmenter depuis une vingtaine d'années (autour de vingt centimètres par an). Aujourd'hui, une partie du réseau gazier se trouve sous l'eau (surtout du côté kazakh), tandis que le chemin de fer reliant Aktau (anciennement Chevtchenko) et Beïneou (au Kazakhstan, entre la mer Caspienne et celle d'Aral) est sérieusement menacé. Ce phénomène augmente les coûts de la modernisation et du maintien des infrastructures portuaires existantes, y compris celles de Turkmenbachi, elles aussi en partie sous l'eau⁷. La progression de la mer pourrait par ailleurs compliquer le développement des gisements turkmènes de pétrole, qui sont pratiquement tous proches de la Caspienne. Aujourd'hui déjà, l'oléoduc acheminant le pétrole du champ de Tchéléken vers le port de Turkmenbachi est sérieusement endommagé et on envisage même de recourir à de petits bateaux-citernes pour le transport du brut. Ajoutons, d'ailleurs, que presque toutes les exportations de pétrole turkmène se font aujourd'hui par la voie maritime - les bateaux-citernes l'acheminant vers Bakou et l'Iran - et une petite partie par le chemin de fer, car il n'existe pour l'heure aucune conduite de pétrole vers l'extérieur...

35 En résumé, le Turkménistan, et surtout sa partie occidentale riveraine de la mer Caspienne (la province de Balkhan avec Nebit-Dag et Turkmenbachi comme villes principales), est aujourd'hui au centre des multiples projets portant sur les réseaux d'infrastructure de transport et de communication. Ces projets représentent des défis de nature économique, financière, politique et même géophysique. Ils témoignent, d'un côté, de l'importance de la situation géopolitique du pays et de ses richesses naturelles; de l'autre, de la volonté du Président Niazov d'ouvrir davantage son économie vers les marchés mondiaux. Ces nouveaux réseaux en devenir constituent une condition *sine qua non* de l'ouverture du pays. Un autre obstacle de taille - celui du statut de la mer Caspienne - peut considérablement influencer la nature et/ou l'envergure de ces projets.

Le Turkménistan face au problème du statut de la mer Caspienne

36 Fondé à l'initiative de Téhéran mais relativement peu actif, le Conseil de Coopération de la mer Caspienne (CCMC) révèle une rivalité entre certains Etats de la région⁸ en quête d'influence en Asie centrale et en Transcaucasie. Il témoigne cependant aussi d'un véritable souci de parvenir à une coopération entre les Etats riverains de la Caspienne afin, outre les bénéfices économiques ou politiques, de sauvegarder ce bassin maritime relativement fragile.

37 Le problème principal auquel les Etats riverains - de préférence au sein du CCMC - doivent faire face est celui du statut juridique de la mer. Ce statut peut déterminer la nature et la dynamique de leurs activités sur et autour de la Caspienne. La position du Turkménistan sur cette question a évolué pour devenir relativement proche de celle exprimée par l'Iran et la Russie. Elle est très éloignée de celle prônée par l'Azerbaïdjan. Ainsi, le Président Niazov a admis, en tant que représentant d'un des Etats successeurs de l'URSS, être lié par les traités signés par cette dernière avec l'Iran en 1921 et 1940

qui avait soumis la Caspienne, en tant que bassin aquatique fermé, à un régime particulier (et donc échappant au droit international maritime)⁹. Tout en acceptant le régime élaboré par ces traités, Achkhabad ne cesse, cependant, de se référer à la Caspienne comme à une mer et donc sujette à la Convention onusienne sur le droit de la mer de 1982; en particulier, au droit des Etats riverains d'établir leurs eaux territoriales et leurs zones économiques exclusives. Le gouvernement turkmène préconise néanmoins une coopération internationale dans tous les domaines concernant la Caspienne et suggère une gestion conjointe de ses ressources. C'est cette dernière position - de nature plutôt politique que juridique - qui se rapproche de celle de la Russie et de l'Iran.

- 38 Néanmoins, le ton est monté entre la Russie et le Turkménistan au début de 1994 quand Moscou a protesté auprès d'Achkhabad après que le Parlement turkmène eût approuvé une loi fixant les eaux territoriales et la zone économique exclusive du pays dans la mer Caspienne. Dans un mémorandum diffusé en tant que document officiel des Nations Unies mais adressé surtout à l'Azerbaïdjan et au Turkménistan, la Russie a rejeté toute tentative de revendications unilatérales sur la mer et sur ses ressources. Elle s'est en outre réservé le droit de ne pas reconnaître la validité des accords d'exploration et d'exploitation des gisements de ressources naturelles car "toute action unilatérale, sans la participation de tous les Etats riverains, reste dépourvue de base juridique légale"¹⁰. Dans une réunion, en mai 1995 à Almaty, qui a failli à résoudre la question épineuse - "la Caspienne est-elle un lac ou une mer?"¹¹, la délégation turkmène a été tout simplement absente. Il semble, cependant, que la position d'Achkhabad favorise, d'un côté, l'idée de la division de la mer en zones territoriales mais dont l'exploitation devrait être obligatoirement sujette à l'approbation des Etats riverains.
- 39 Le Turkménistan a depuis développé une coopération trilatérale avec la Russie et l'Iran sur la prospection et l'exploitation de ses réserves de pétrole dans la Caspienne. Moscou a par la suite annoncé qu'elle était prête à signer des accords trilatéraux avec Achkhabad et Téhéran sur la protection des ressources biologiques de la Caspienne, même si les deux autres Etats - le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan - maintiennent leurs positions actuelles et refusent de signer, à cause de leurs intérêts dans les activités économiques *off-shore*¹². Le Président Niazov a également appuyé son homologue iranien en juillet 1995, lors de sa visite à Téhéran, en se prononçant contre toute approche unilatérale pour résoudre les problèmes liés à l'exploitation des ressources de la mer. Lors de la visite du vice-premier ministre russe, A.Bolchakov, à Achkhabad (août 1995), celui-ci a confirmé que les deux pays avaient des positions "très proches" sur le statut de la mer Caspienne¹³. Fidèle à son engagement contre l'unilatéralisme économique dans la Caspienne, Niazov avait entre-temps contribué à la création, en 1994, d'un comité inter-gouvernemental regroupant des représentants russes, iraniens et turkmènes dont la tâche principale était de coordonner les activités liées à l'exploration et à l'exploitation de la "section turkmène" du plateau continental. Des accords ont déjà été signés par le gouvernement avec des compagnies pétrolières sur l'exploitation des gisements offshore¹⁴.
- 40 Faute d'un accord sur le statut juridique de la Caspienne, la Russie semble mettre l'accent sur des accords particuliers dans des domaines précis et limités: la pêche, la navigation, l'écologie, ou la protection biologique, même si ceux-ci ne doivent réunir que quelques-uns seulement des Etats riverains. Cette approche "par étapes" pourrait,

espère-t-on à Moscou, et à plus longue échéance, aboutir à un accord sur le développement des gisements *off-shore* de gaz et de pétrole car c'est précisément là que se trouve l'obstacle principal à des progrès dans les négociations sur le statut juridique de la mer.

41 Selon les deux traités soviéto-iraniens mentionnés ci-dessus, la mer Caspienne ne contenait pas de frontières internationales (sauf les zones immédiatement contiguës de baies et de bouches des fleuves) et donc aucune partie n'appartenait exclusivement à un seul des deux Etats littoraux. Il n'y avait pas non plus, *a fortiori*, de frontières maritimes inter-républicaines au sein de l'Union soviétique sur cette mer. Il en résulte que les cinq Etats riverains issus de l'ex-URSS doivent désormais établir leurs frontières maritimes communes car leur absence pourrait bien mener à des conflits. Une dispute pourrait ainsi par exemple éclater entre l'Azerbaïdjan et le Turkménistan suite à l'accord signé entre le gouvernement azéri et les compagnies pétrolières occidentales aux termes duquel l'extraction de pétrole sera permise jusqu'à une distance de 120 miles à l'est de Bakou. Or, la distance entre la capitale azérie et la côte turkmène est bien en deçà de 200 miles, ce qui implique que le principe d'équidistance sur lequel pourrait se fonder le tracé futur de la frontière entre les deux Etats ne serait pas respecté. Il est regrettable que l'accord turkmène sur cette clause du contrat d'exploration pétrolière n'ait pas été sollicité, car la crête sous-marine riche en pétrole passe pratiquement en ligne droite entre la péninsule d'Apchéron (à la base de laquelle se trouve Bakou) et Turkmenbachi (Krasnovodsk), pour remonter ensuite à l'est de cette ville turkmène. Cela signifie que des puits pétroliers azéris pourraient bien se trouver dans les limites de la zone économique exclusive du Turkménistan, ce que l'Azerbaïdjan commence déjà à justifier par une longue tradition historique¹⁵!

42 L'incertitude concernant le statut de la mer Caspienne ne peut avoir que des conséquences néfastes sur les activités économiques des pays riverains. Les menaces proférées par la Russie qui cherche à maintenir ou à restaurer son influence dans la région, l'absence de délimitation des frontières¹⁶, le manque de coopération (y compris au sein de la CCMC, par exemple, en matière de protection écologique) sont de nature à décourager, bien que plusieurs contrats aient déjà été signés, les investissements étrangers.

Conclusions

43 Les incertitudes de la situation interne et internationale du Turkménistan ne permettent pas, à l'heure actuelle, de se prononcer sur les chances de ce pays de devenir le "Koweït de la Caspienne", comme il le désire. Et ce n'est non plus grâce au sable qui couvre les trois-quarts de la surface turkmène que le parallèle avec la monarchie du Golfe est la plus originale. Une chose est sûre, cependant : si le développement des matières premières s'accélère dans les années à venir et contribue à l'enrichissement du pays et de son peuple, cela se fera grâce au gaz naturel, dont le Turkménistan est le troisième producteur mondial. Et, pour continuer la comparaison avec le Koweït, le Turkménistan aura, lui aussi, selon toute vraisemblance, son "Iraq", car le facteur russe est de retour en force sur l'échiquier géopolitique de la région. La politique très agressive de "Gazprom" a, d'ailleurs, pour objectif de préserver son monopole sur les exportations vers la CEI et de faire en sorte que les intérêts de Moscou soient présents dans tous les projets de nouveaux gazoducs.

44 La stabilité politique à long terme est une condition *sine qua non*. Achkhabad se vante d'avoir évité tout conflit tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, mais la stabilité est

apparente et plutôt fragile. Pour prévenir des secousses, le pouvoir actuellement en place doit s'ouvrir et élargir sa base afin de permettre aux nouvelles élites turkmènes de participer à la prise de décisions et à la gestion de leur pays. Cela permettrait de mieux répartir les bénéfices provenant des ventes des matières premières en assurant, en même temps, une plus grande cohésion et une stabilité sociales. Le pouvoir personnel de Niazov doit se transformer pour permettre une véritable démocratisation.

- 45 En matière de politique extérieure, le gouvernement turkmène a semblé manquer de cohérence. Son objectif était de préserver l'indépendance du pays. Mais, en évitant tout engagement sérieux dans les institutions de la CEI, il s'est vu contraint de se jeter dans les bras de Moscou, ce que d'autres Etats d'Asie centrale ont su éviter de faire. L'octroi de la double citoyenneté à environ 9% de la population (à la moitié des habitants de la capitale) était ainsi par exemple dangereux du point de vue de sa souveraineté. La proclamation de la neutralité du pays est par ailleurs largement compromise par la signature du traité bilatéral avec la Russie sur le stationnement des forces russes au Turkménistan et sur la protection commune des frontières iranienne et afghane. La peur de son voisin ouzbek empêche apparemment Achkhabad de se rapprocher davantage de ses voisins d'Asie centrale, mais c'est précisément ce rapprochement qui contribuerait à donner une plus grande autonomie à cette région en général et au Turkménistan en particulier.
- 46 Grâce à sa position géographique et géopolitique le Turkménistan pourrait devenir une pièce maîtresse dans la nouvelle configuration géopolitique et économique de la région. Situées entre la Caspienne et l'Hindoukouch, les plaines turkmènes constituent des points de passage incontournables pour tout transit entre l'Asie centrale et l'Océan Indien. Son importante façade sur la mer Caspienne pourrait également devenir le moteur du développement économique du pays. Trois inconnues, néanmoins, vont planer sur l'avenir du littoral : le statut de la mer, le niveau de l'eau et la pollution. Dans chaque cas, aucun des pays riverains ne peut tout seul trouver des solutions viables. Une coopération régionale s'impose donc. Elle créerait, de surcroît, un climat international plus sain pour les investisseurs étrangers qui semblent, pour l'instant, préférer attendre et observer.
- 47 Comme le Koweït a le Golfe et ce dernier a son détroit, le Turkménistan se trouve confronté à la question du passage de la Caspienne vers les mers ouvertes à travers le système de navigation autour du fleuve Volga. Si la Caspienne est une mer, la Russie pourrait bien être obligée de négocier avec les Etats riverains un passage fluvial. Sur ce point, la position du Turkménistan (et de l'Azerbaïdjan) est moins solide que celle du Kazakhstan qui est, lui, contigu à ce système. Néanmoins, là aussi, une coopération plus étroite serait à recommander pour trouver encore une voie de désenclavement de l'Asie centrale. Pour l'instant, cependant, le Turkménistan ne semble pas intéressé par cette question.

BIBLIOGRAPHIE

- Atlas: Russia and the post-Soviet republics; Moscow, ATKAR - PKO "Kartografiia, 1993.
- BOHR Annette, "Turkmenistan and the Turkmen"; in: SMITH G.(ed.), The nationalities question in the post-Soviet states, London/New York, Longman, 1996.
- BRUNET R., ECKERT D., KOLOSSOV V., Atlas de la Russie et des pays proches; Paris: Reclus/La Documentation Française, 1995.
- DORIAN J.P. et al., "Central Asia's oil and gas pipeline network: current and future flows"; Post-Soviet Geography, vol.35,no.7, 1994.
- Encyclopaedia Iranica (vol.V), ed. by Yarshater Ehsan; New York, Columbia University, Center for Iranian Studies.
- Financial Times (1993-1996).
- GIROUX A., GICQUIAU H., "Turkménistan"; Le Courrier des pays de l'Est, no:397-398 (mars-avril 1995).
- LETOLLE R., MAINGUET M., Aral, Paris: Springer-Verlag France, 1993.
- MALEKI Abbas, "Iran's northeastern borders: from Sarakhs to Khazar (the Caspian Sea); in: McLachlan Keith (ed.) The boundaries of modern Iran; London, UCL Press, 1994.
- Nezavissimaia Gazeta (1992-1996).
- SAGERS Matthew J., "Long-term program for Turkmenistan's oil and gas sector", Post-Soviet Geography, vol.35,no.1, 1994.
- SAGERS Matthew J., "The oil industry in the southern-tier former Soviet republics", Post-Soviet Geography, vol.35,no.5, 1994.
- Summary of World Broadcasts (Former Soviet Union); London, BBC Monitoring (1992-1996).
- "Turkmenistan"; Country Report (Kyrgyzstan, Tajikistan, Turkmenistan, Uzbekistan); periodical (1995-1996), London, The Economist Intelligence Unit.
- Turkmenskaia Iskra (1992-1996).
- UIBOPUU Henn-Jüri, "The Caspian Sea: a tangle of legal problems"; The World Today, vol.51,no.6, June 1995.

NOTES

1. Ce rêve de trouver une voie fluviale entre l'Amou-daria et la Caspienne a été partiellement réalisé grâce au canal Karakoum qui, commencé par Staline, traverse aujourd'hui tout le sud du Turkménistan jusqu'à une distance d'environ 140 km des côtes caspiennes, au sud de Nebit-Dag. Dans l'avenir, ce canal devrait joindre la mer.
2. Le renforcement de l'autoritarisme au Turkménistan allait de pair avec la diminution de l'influence soviétique et russe.
3. Le Turkménistan exportait, jusque-là, son gaz naturel à l'état brut et c'est seulement en 1994 qu'une usine de son traitement est arrivée du Canada pour être assemblée à Turkmenbachi (Krasnovodsk).

4. Ce gonflement des chiffres est partiellement provoqué aussi par l'utilisation de concepts différents dans les statistiques. Tandis qu'à l'Ouest, le terme "réserves" se réfère aux quantités économiquement et technologiquement exploitables, dans l'ex-URSS il concerne le plus souvent les ressources globales.
5. Parmi un nombre considérable d'accords et de mémoranda tripartites entre le Turkménistan, l'Iran et d'autres Etats, nous pouvons énumérer les suivants: avec la Russie - sur la coopération dans le développement des champs de pétrole dans la Caspienne (1994); avec l'Arménie - sur l'approvisionnement de celle-ci en gaz et électricité (1995); avec l'Ukraine - sur les exportations du gaz et du pétrole (1995); avec l'Inde - sur l'utilisation du territoire iranien dans les échanges bilatéraux (1995); avec le Tadjikistan - sur les exportations du gaz.
6. Au printemps 1995, Ankara avait signé un mémorandum avec Achkhabad sur les livraisons du gaz turkmène en utilisant le réseau existant et traversant la Russie et la Géorgie, ce qui a été interprété comme un renoncement tacite à la version iranienne du projet. Le nouveau contrat gazier conclu entre Erbakan et Rafsandjani en août 1996 (prévoyant la construction du gazoduc Tabriz-Dogubayazit et les livraisons jusqu'à 10 milliards de mètres cubes de gaz à partir de 1999) donnera certainement de l'élan au projet turkméno-irano-turc.
7. Il s'agit de la presque île (devenue entre-temps une île) fermant la baie de Krasnovodsk dont l'équipement, censé faciliter l'approche des navires au canal de navigation, est entièrement détruit.
8. Le CCMC pourrait être considéré comme la réponse iranienne à la création, la même année et à l'initiative de la Turquie, de la Zone de Coopération Economique de la mer Noire.
9. L'Azerbaïdjan a, par contre, rejeté le statut d'Etat successeur et, comme le Kazakhstan, a également rejeté la validité des deux traités soviéto-iraniens, considérés désormais par ces deux pays comme caducs.
10. Une attitude similaire a été exprimée par l'Iran en avril 1995, suite à son exclusion du consortium azéri sur l'exploitation des gisements de pétrole. Téhéran insiste notamment sur ses droits de participation en vertu du statut juridique existant de la Caspienne qui exclut toute action unilatérale. Ce statut doit prévaloir, dit-il, faute d'un arrangement nouveau.
11. Même si on définit la Caspienne comme un lac, son exploitation ou utilisation conjointe éventuelle n'est pas du tout une coutume internationale. En effet, il n'y a que deux exemples dans le monde - le lac Titicaca (entre le Pérou et la Bolivie) et celui de Constance (entre l'Allemagne, la Suisse et l'Autriche) où s'exerce une telle activité commune.
12. Ces accords porteraient surtout sur la protection de l'esturgeon (source du caviar), y compris sur l'interdiction de sa pêche en haute mer.
13. Plus récemment, le ministre des Affaires étrangères russe, E. Primakov, lors de sa visite à Achkhabad en juillet 1996, a reparlé de la "convergence" des positions des deux pays sur la question du statut.
14. Les réserves caspiennes du Turkménistan sont estimées à 4.500 milliards de mètres cubes pour le gaz naturel (soit environ 1/4 de toutes ses réserves) et à 3 milliards de tonnes pour le brut (soit la moitié de la totalité de réserves annoncées par le gouvernement).
15. Cette justification n'est évidemment pas convaincante dans la mesure où l'Azerbaïdjan, en tant que territoire avec des activités pétrolières, n'a jamais été une

entité souveraine et n'a exprimé aucune revendication juridique en tant que république soviétique.

16. Cette même absence de frontières maritimes précises alimente depuis quelques années la crise diplomatique entre la Lettonie et la Lituanie, également à cause du pétrole et des contrats déjà signés avec des compagnies pétrolières étrangères!

RÉSUMÉS

Après avoir pendant des siècles ignoré la mer Caspienne, le Turkménistan tente aujourd'hui de mettre sa façade maritime au service de son développement économique. Son attitude sur le statut juridique de la Caspienne, le rôle qu'il attribue à cette mer dans le réseau de ses communications avec le monde extérieur, ses liens avec les autres pays riverains et son rêve de devenir, un jour, le « Koweït de la Caspienne » sont les principales questions abordées dans cet article.